SEANCE DU CONSEIL GENERAL DES 16 ET 17 DECEMBRE 2013

Point 2 de l'ordre du jour

PLAN FINANCIER 2014 - 2018

Introduction

En application de l'art. 86d de la loi sur les communes, nous vous présentons le plan financier 2014-2018 pour la ville de Bulle. Le plan est mis à jour régulièrement, mais au moins une fois par année.

Le plan financier n'est pas une copie conforme de ce que seront les futurs budgets. Il doit s'efforcer de trouver les limites entre lesquelles pourra s'exercer la marge de manœuvre de la commune. Il permet donc de dégager des tendances. C'est le mariage d'un programme de développement (liste de projets) et de ses conséquences financières avec l'évolution du ménage « traditionnel » de la collectivité. Le plan financier indique, à une date donnée et en fonction des informations connues à ce moment précis, l'évolution probable des finances d'une collectivité. C'est un outil d'aide à la décision. Il a donc pour but de garder un fil conducteur entre les enjeux publics et les finances communales.

Plusieurs éléments encore inconnus ou non maîtrisables peuvent influencer l'évolution de chaque catégorie de charges ou de produits. Parmi ceux-ci, il convient de relever d'une manière non exhaustive :

- L'évolution démographique ;
- La situation économique générale ;
- L'évolution des taux d'intérêts ;
- Les modifications légales au niveau fédéral et cantonal ;
- Les réductions de la fiscalité cantonale ayant des conséquences sur les recettes fiscales communales.

Le plan financier est transmis à la Commission financière et au Conseil général. Il ne doit pas être approuvé par le Législatif.

Comptes 2010 – 2011 - 2012

Les comptes 2010 à 2012, imputations internes déduites, se présentaient comme suit :

Groupe de natures	Comptes 2010	Comptes 2011	Comptes 2012
30 Autorités et personnel	29'259'778	30'043'126	31'596'346
31 Biens, services et marchandises	12'974'072	13'459'411	14'836'789
32 Intérêts passifs	2'864'136	2'694'637	2'712'161
33 Amortissements	12'311'473	6'138'303	6'516'032
35 Particip. à des collectivités publiques	38'092'341	38'212'047	40'859'379
36 Subventions et aides accordées	4'303'250	6'319'937	6'239'751
38 Attributions aux fonds spéciaux/rés.	424'124	919'951	2'203'618
TOTAL DES CHARGES	**100'229'174**	**97'787'412**	**104'964'076**
40 Impôts	63'924'007	60'622'949	63'315'412
42 Revenus du patrimoine	3'451'182	3'398'956	3'110'865
43 Contributions, émoluments, taxes	19'193'447	18'604'839	21'860'545
44 Parts à des recettes sans affectation	1'561'082	1'628'514	1'691'443
45 Rembours. de collectivités publiques	10'784'213	11'387'552	12'369'812
46 Subventions acquises	524'488	1'411'058	1'784'270
48 Prél. sur fonds spéciaux/réserves	1'533'010	1'411'053	1'263'921
TOTAL DES RECETTES	**100'971'429**	**98'464'921**	**105'396'268**
RESULTAT (bénéfice)	**742'255**	**677'509**	**432'192**

Plan des investissements 2014 - 2018

Nous vous remettons, ci-après, le plan des investissements pour les années 2014 à 2018. Il s'agit d'un inventaire des investissements qu'il serait souhaitable de réaliser.

Une distinction a été faite entre les investissements déjà votés et ceux qui sont programmés. Les investissements relatifs à l'épuration des eaux ont été déduits du total, étant donné qu'ils doivent être autofinancés par les taxes selon le principe du pollueur-payeur.

Le total des investissements prévus à ce stade, pour la période 2014-2018, s'élève à Fr. 76'471'000.--.

Les conséquences de ces investissements seront une augmentation importante de l'endettement et des frais financiers (intérêts et amortissements).

VILLE DE BULLE
Département finances

PLANIFICATION DES INVESTISSEMENTS 2014 - 2018

Fonction	Désignation	2014		2015		2016		2017		2018		TOTAUX	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
090	Bâtiments administratifs	284'000		1'350'000								1'634'000	0
140	Service du feu	753'000	344'000									753'000	344'000
292	Bâtiments scolaires	4'540'000	1'325'000	2'350'000		3'400'000		10'000'000		10'500'000		30'790'000	1'325'000
300	Musée gruérien et bibliothèque publique			250'000								250'000	0
330	Parcs publics			260'000								260'000	0
341	Installations sportives (stades, tennis, baseball, etc.)			1'425'000								1'425'000	0
342	Piscine									750'000		750'000	0
343	Salle omnisports							250'000				250'000	0
353	Hangars place de l'Eglise 5	37'000										37'000	
570	Foyers communaux pour personnes âgées	890'000		500'000		6'000'000		6'000'000		7'000'000		20'390'000	0
620	Routes communales et génie civil	3'735'000	1'120'000	4'575'000	1'410'000	3'165'000	935'000	3'376'000	1'410'000	3'772'000	930'000	18'623'000	5'805'000
621	Places de stationnement					224'000	100'000					224'000	100'000
622	Centre d'entretien	335'000		350'000		350'000		350'000		350'000		1'735'000	0
623	Eclairage public	230'000										230'000	0
627	Bâtiment édilitaire de Palud			4'500'000		4'500'000		3'200'000				12'200'000	0
651	Trafic communal			80'000	25'000	80'000	25'000	80'000	25'000	50'000	30'000	290'000	105'000
710	Protection des eaux	3'300'000		1'550'000		1'200'000		1'370'000		1'818'000		9'238'000	0
720	Ordures ménagères	550'000	385'000									550'000	385'000
750	Correction des eaux et endiguements	170'000										170'000	0
942	Immeubles du patrimoine financier	1'950'000		3'033'000		2'000'000		750'000		1'600'000		9'333'000	0
942	Désinvestissements (ventes)		9'666'000		1'292'000		0		4'401'000		0	0	15'359'000
		16'774'000	**12'840'000**	**20'223'000**	**2'727'000**	**20'919'000**	**1'060'000**	**25'376'000**	**5'836'000**	**25'840'000**	**960'000**	**109'132'000**	**23'423'000**
	Investissements nets		**3'934'000**		**17'496'000**		**19'859'000**		**19'540'000**		**24'880'000**		**85'709'000**
	sans investissements liés à l'épuration		**634'000**		**15'946'000**		**18'659'000**		**18'170'000**		**23'062'000**		**76'471'000**
	Investissements votés	10'556'000		4'603'000		3'609'000		1'310'000		270'000		20'348'000	
	Investissements votés (sans épuration)	*7'636'000*		*3'403'000*		*2'409'000*		*1'310'000*		*270'000*		15'028'000	
	Investissements programmés	3'044'000		14'185'000		16'250'000		22'631'000		24'610'000		80'720'000	
	Investissements programmés (sans épuration)	*2'664'000*		*13'835'000*		*16'250'000*		*21'261'000*		*22'792'000*		76'802'000	
	Désinvestissements		9'666'000		1'292'000		0		4'401'000		0		15'359'000

Critères retenus pour l'établissement du plan financier 2014-2018

Les données de base utilisées sont les comptes 2010, 2011, 2012 ainsi que le budget 2013. La planification 2014 correspond au budget qui vous est soumis.

Une analyse détaillée de l'évolution des charges et produits par nature a été réalisée. L'évolution des charges et produits a été effectuée sur la base de différents critères en notre possession.

CHARGES

Autorités et charges de personnel (30)

Un taux de progression moyen de 2 % des charges de personnel a été retenu, tenant compte de l'indexation et des progressions dans l'échelle des salaires.

Pour les Foyers communaux, l'estimation de l'évolution des salaires est identique. Quant aux salaires du personnel soignant, ils sont couverts par les recettes et le subventionnement cantonal des soins spéciaux.

Biens, services et marchandises (31)

Une indexation des charges a été planifiée au taux moyen de 1 %, voire une stagnation pour certaines charges (fournitures de bureau, mobilier, machines et véhicules).

Intérêts passifs (32)

Les intérêts passifs ont été estimés en fonction de l'estimation de la marge d'autofinancement et du volume des investissements prévus. Le taux moyen a été calculé selon les anticipations des marchés financiers (taux Libor) et les taux fixes actuellement en vigueur sur nos contrats.

Amortissements (33)

Les amortissements sont indiqués sur le tableau de synthèse ci-après. Ils sont calculés sur les investissements en cours, les investissements déjà votés qui sont à réaliser, ainsi que sur les investissements programmés.

Participations à des collectivités publiques (35)

Ces participations (dépenses liées) ont été calculées selon les indications obtenues auprès de la Direction des finances du Canton et le Service des communes. L'évolution moyenne de ces dernières années a également été prise en considération.

Les dépenses liées enregistrent une augmentation importante, notamment pour les écoles enfantines, le trafic régional, les institutions pour personnes handicapées, les subventions pour soins spéciaux dans les homes, le service social régional et le service d'aide et de soins à domicile. Nous avons intégré les frais de fonctionnement du futur Cycle d'orientation à Riaz dès l'automne 2017.

Subventions et aides accordées (36)

Nous verserons un montant de Fr. 1'971'200.-- en 2014 (Fr. 2'145'500.-- en 2013) au titre de la péréquation des ressources. Cette contribution est calculée chaque année par le Service des communes, sur la base de l'IPF (indice du potentiel fiscal).

REVENUS

Impôts (40)

Une progression moyenne de tous les impôts a été estimée à 1 % pour 2014 par rapport au budget 2013, en tenant compte notamment d'une forte baisse de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales.

Pour la suite, la progression moyenne est de 2,7 % par année.

Nous avons retenu une progression de 3 % dès 2014 de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques.

D'autre part, l'évolution démographique a été prise en considération.

Pour les impôts conjoncturels, nous avons reporté le montant du budget 2014 pour la planification.

Contributions, émoluments et taxes (43)

Un taux d'augmentation de 1 à 2 % a été retenu.

Remboursements de collectivités publiques (45)

Suite à l'introduction de la 2ème année d'école enfantine, le Conseil d'Etat a proposé que les communes participent selon la loi actuellement en vigueur, soit à hauteur de 65 % des frais d'enseignement (traitements), alors que des promesses de prise en charge totale par l'Etat avaient été données lors de la répartition de l'or de la BNS.

En contrepartie, le Grand Conseil a décidé la répartition aux communes d'un fonds de 60 millions, sur 6 ans, de 2009 à 2014, sans affectation. Pour notre commune, il s'agit donc d'une rentrée estimée à Fr. 712'000.-- en 2014 ; la répartition étant calculée pour moitié selon le chiffre de la population légale et pour moitié selon le nombre de naissances. Il s'agit donc du dernier versement.

Subventions acquises (46)

Dès 2011, la nouvelle péréquation financière a introduit un fonds des besoins alimenté par l'Etat, pour les communes, en fonction de différents critères (densité de la population, taux d'emploi, croissance démographique, nombre de personnes âgées de 80 ans et plus et nombre d'enfants en âge de scolarité obligatoire).

La commune de Bulle touchera un montant de Fr. 969'200.-- en 2014 (Fr. 965'200.-- en 2013).

Prélèvement sur financements spéciaux / réserves (48)

Le déficit de fonctionnement de l'approvisionnement en eau est activé au bilan. Ce dernier est dû aux nombreuses rénovations de conduites et aux investissements effectués sur les réservoirs et les nouveaux tronçons urbains.

Cette avance sur financement spécial sera amortie ces prochaines années, lorsque les investissements diminueront.

Plan financier

Nous vous indiquons, ci-après, l'évolution des charges par groupe de natures durant la période de planification 2014 – 2018 :

Groupe de natures	B. 2013	2014	2015	2016	2017	2018
30 Autorités et personnel	32'604'100	33'766'200	34'418'975	35'085'057	35'764'690	36'458'122
31 Biens, services et marchandises	17'271'850	16'126'050	16'267'987	16'411'344	16'556'135	16'702'374
32 Intérêts passifs	2'857'300	3'091'000	2'954'066	3'580'410	4'019'013	4'452'213
33 Amortissements	4'599'400	5'032'800	5'234'400	5'392'700	5'726'300	6'351'600
35 Particip. à des collect. publiques	42'147'000	44'331'600	45'308'730	46'306'592	47'761'588	52'040'788
36 Subventions et aides accordées	5'680'800	5'306'100	5'317'030	5'396'256	5'476'845	5'558'823
38 Attributions fonds spéciaux/rés.	2'545'000	2'545'000	2'545'000	2'545'000	2'545'000	2'545'000
TOTAL DES CHARGES	**107'705'450**	**110'198'750**	**112'046'188**	**114'717'359**	**117'849'571**	**124'108'920**
40 Impôts	62'808'000	63'433'000	65'131'000	66'878'200	68'676'041	70'526'007
42 Revenus du patrimoine	3'127'420	3'093'900	3'237'840	3'236'834	3'235'877	3'234'968
43 Contributions, émoluments, taxes	20'661'200	21'154'400	21'553'928	21'961'360	22'376'854	22'800'569
44 Parts recettes sans affectation	1'700'000	1'320'000	1'346'400	1'373'328	1'400'794	1'428'810
45 Remboursements de collect. publ.	11'975'100	12'903'000	12'448'960	12'697'839	12'951'696	13'210'630
46 Subventions acquises	1'726'700	1'529'600	1'559'786	1'590'877	1'622'902	1'655'887
48 Prélèvements fonds spéciaux/rés.	3'467'600	2'701'100	2'701'100	2'701'100	2'701'100	2'701'100
TOTAL DES RECETTES	**105'466'020**	**106'135'000**	**107'979'014**	**110'439'538**	**112'965'264**	**115'557'971**
RESULTAT (FONCTIONNEMENT)	***-2'239'430***	***-4'063'750***	***-4'067'174***	***-4'277'821***	***-4'884'307***	***-8'550'949***

Sur la base de l'inventaire des investissements 2014-2018, l'endettement augmenterait de façon considérable. D'autre part, au vu de l'évolution du résultat du compte de fonctionnement, la marge d'autofinancement se détériore et ne permet pas de couvrir une part importante des investissements.

Aussi, le Conseil communal a décidé de vous présenter deux variantes : un plan financier selon l'inventaire des investissements prévus et un plan financier avec une moyenne de dépenses d'investissements nettes de 10 millions par année dès 2015, hormis les investissements relatifs à l'épuration des eaux.

Après la prise en compte des éléments précités, nous pouvons vous présenter, ci-après, la synthèse de la planification financière 2014 – 2018, selon les deux variantes :

VILLE DE BULLE

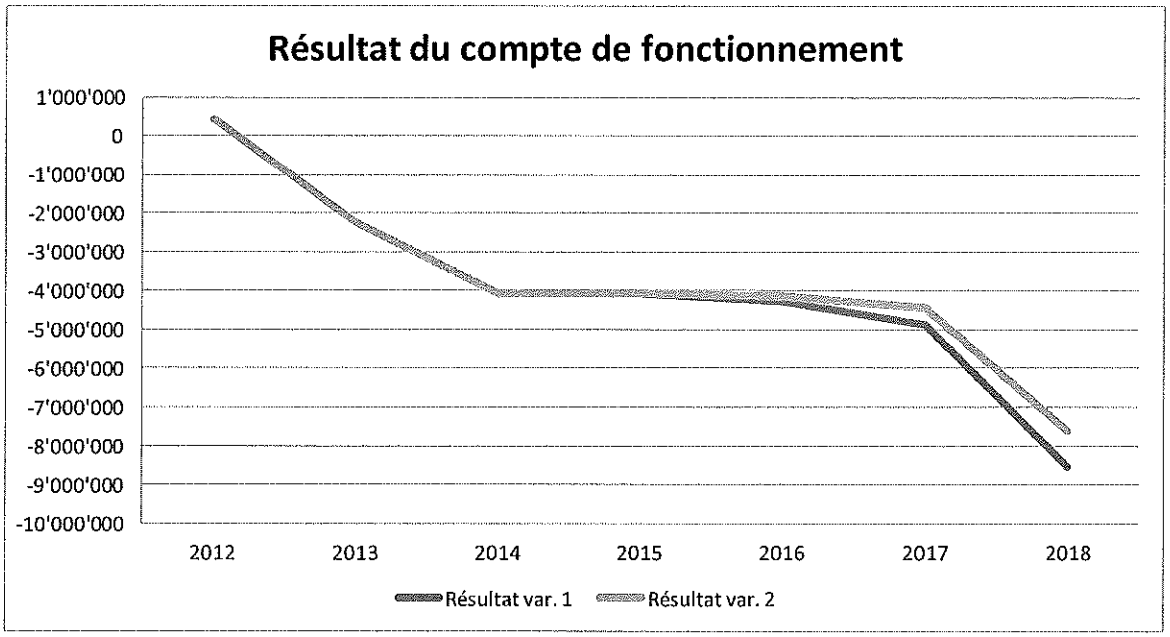
PLAN FINANCIER 2014-2018 - Variante 1

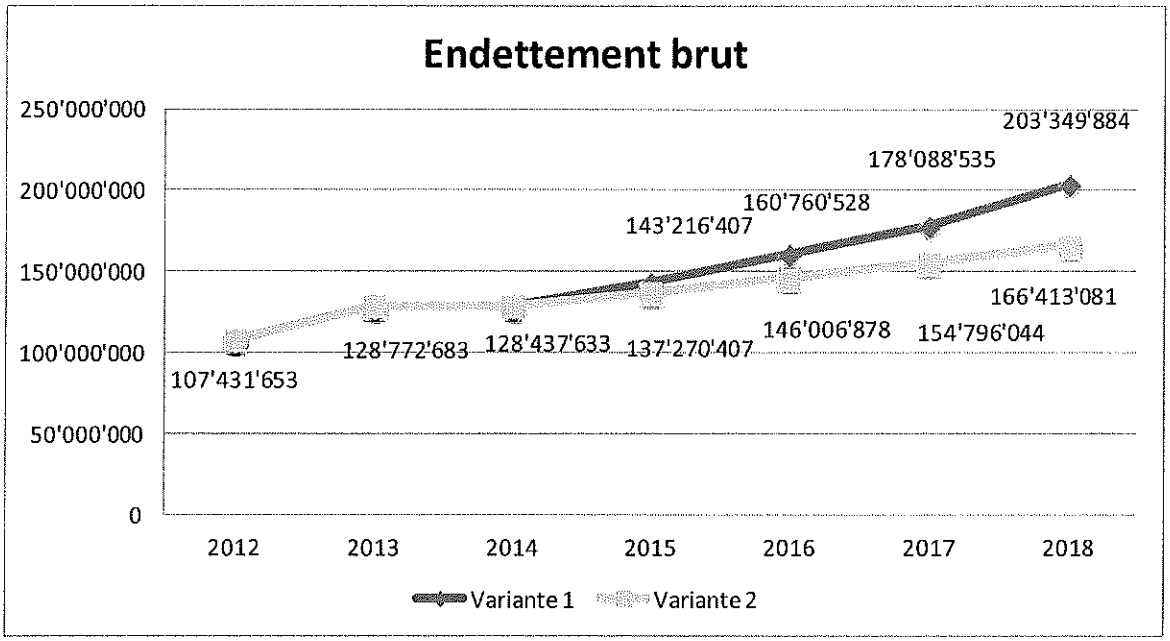
	Comptes 2012	Budget 2013	Planification 2014	Planification 2015	Planification 2016	Planification 2017	Planification 2018	Planification TOTAUX
Dépenses d'investissements	37'328'138	29'644'000	13'474'000	18'673'000	19'719'000	24'006'000	24'022'000	
Recettes d'investissements	3'038'820	5'943'000	12'840'000	2'727'000	1'060'000	5'836'000	960'000	
Dépenses d'investissements nettes	**34'289'318**	**23'701'000**	**634'000**	**15'946'000**	**18'659'000**	**18'170'000**	**23'062'000**	**76'471'000**
Charges de fonctionnement	95'735'883	100'248'750	102'074'950	103'857'722	105'744'249	108'104'258	113'305'107	
Intérêts passifs	2'712'161	2'857'300	3'091'000	2'954'066	3'580'410	4'019'013	4'452'213	
Amortissements en cours	6'516'032	4'599'400	5'032'800	5'018'400	4'922'400	4'908'900	4'849'200	
Nouveaux amortissements				216'000	470'300	817'400	1'502'400	
Charges de fonctionnement totales	**104'964'076**	**107'705'450**	**110'198'750**	**112'046'188**	**114'717'359**	**117'849'571**	**124'108'920**	
Revenus de fonctionnement	**105'396'268**	**105'466'020**	**106'135'000**	**107'979'014**	**110'439'538**	**112'965'264**	**115'557'971**	
Résultat	**432'192**	**-2'239'430**	**-4'063'750**	**-4'067'174**	**-4'277'821**	**-4'884'307**	**-8'550'949**	**-25'844'001**
Amortissements	6'516'032	4'599'400	5'032'800	5'234'400	5'392'700	5'726'300	6'351'600	
Marge d'autofinancement	**6'948'224**	**2'359'970**	**969'050**	**1'167'226**	**1'114'879**	**841'993**	**-2'199'349**	**1'893'799**
Degré d'autofinancement	**20.26%**	**9.96%**	**152.85%**	**7.32%**	**5.98%**	**4.63%**	**-9.54%**	
Modification endettement		21'341'030	-335'050	14'778'774	17'544'121	17'328'007	25'261'349	
Endettement brut	**107'431'653**	**128'772'683**	**128'437'633**	**143'216'407**	**160'760'528**	**178'088'535**	**203'349'884**	

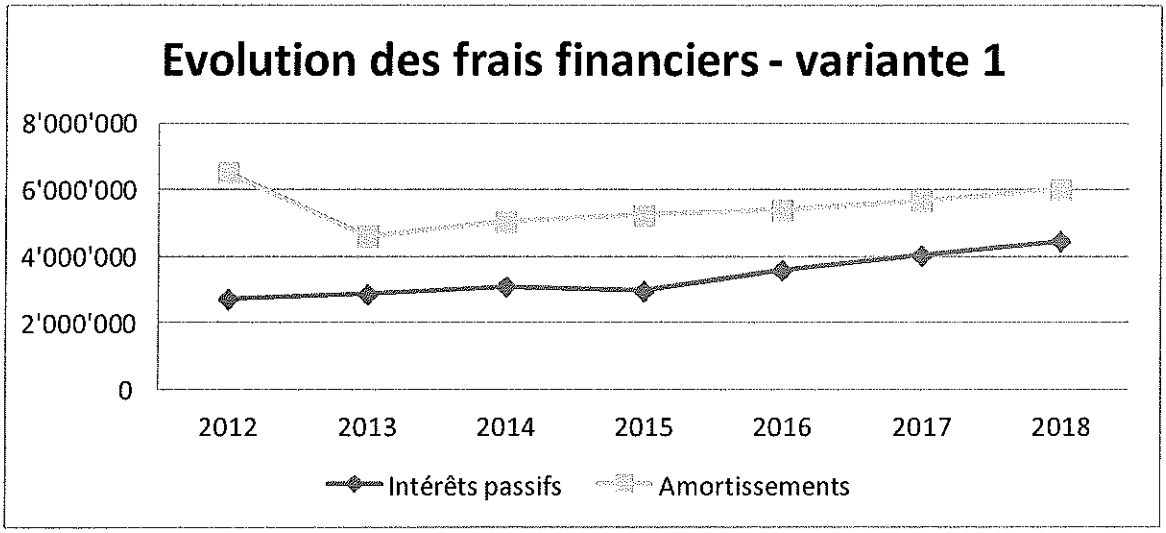
VILLE DE BULLE

PLAN FINANCIER 2014-2018 - Variante 2

	Comptes 2012	Budget 2013	Planification 2014	Planification 2015	Planification 2016	Planification 2017	Planification 2018	Planification TOTAUX
Dépenses d'investissements	37'328'138	29'644'000	13'474'000					
Recettes d'investissements	3'038'820	5'943'000	12'840'000					
Dépenses d'investissements nettes	**34'289'318**	**23'701'000**	**634'000**	**10'000'000**	**10'000'000**	**10'000'000**	**10'000'000**	**40'634'000**
Charges de fonctionnement	95'735'883	100'248'750	102'074'950	103'857'722	105'744'249	108'104'258	113'305'107	
Intérêts passifs	2'712'161	2'857'300	3'091'000	2'954'066	3'431'760	3'650'172	3'869'901	
Amortissements en cours	6'516'032	4'599'400	5'032'800	5'018'400	4'922'400	4'908'900	4'849'200	
Nouveaux amortissements				210'000	470'000	750'000	1'150'000	
Charges de fonctionnement totales	**104'964'076**	**107'705'450**	**110'198'750**	**112'040'188**	**114'568'409**	**117'413'330**	**123'174'208**	
Revenus de fonctionnement	**105'396'268**	**105'466'020**	**106'135'000**	**107'979'014**	**110'439'538**	**112'965'264**	**115'557'971**	
Résultat	**432'192**	**-2'239'430**	**-4'063'750**	**-4'061'174**	**-4'128'871**	**-4'448'066**	**-7'616'237**	**-24'318'098**
Amortissements	6'516'032	4'599'400	5'032'800	5'228'400	5'392'400	5'658'900	5'999'200	
Marge d'autofinancement	**6'948'224**	**2'359'970**	**969'050**	**1'167'226**	**1'263'529**	**1'210'834**	**-1'617'037**	**2'993'602**
Degré d'autofinancement	**20.26%**	**9.96%**	**152.85%**	**11.67%**	**12.64%**	**12.11%**	**-16.17%**	
Modification endettement		21'341'030	-335'050	8'832'774	8'736'471	8'789'166	11'617'037	
Endettement brut	**107'431'653**	**128'772'683**	**128'437'633**	**137'270'407**	**146'006'878**	**154'796'044**	**166'413'081**	


Résultat du compte de fonctionnement
1'000'000
0
-1'000'000
-2'000'000
-3'000'000
-4'000'000
-5'000'000
-6'000'000
-7'000'000
-8'000'000
-9'000'000
-10'000'000
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
Résultat var. 1
Résultat var. 2


Endettement brut
250'000'000
200'000'000
150'000'000
100'000'000
50'000'000
0
107'431'653
128'772'683
128'437'633
137'270'407
143'216'407
160'760'528
178'088'535
203'349'884
146'006'878
154'796'044
166'413'081
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
Variante 1
Variante 2


Evolution des frais financiers - variante 1
8'000'000
6'000'000
4'000'000
2'000'000
0
2012
2013
2014
2015
2016
2017
2018
Intérêts passifs
Amortissements

Conclusion

Ce nouveau plan financier sur cinq ans présente toujours une augmentation importante de l'endettement, même avec la variante qui limite les dépenses d'investissements prévues à 10 millions nets par année, dès 2015. Cet objectif sera difficile à atteindre, notamment en raison de la croissance démographique qui engendrera, entre autres, des besoins scolaires supplémentaires.

La présente planification permet une prise de conscience des contraintes financières et impose de fixer des priorités, lesquelles découlent des ressources disponibles et des moyens nécessaires pour engager la réalisation des tâches publiques.

Un contrôle budgétaire soutenu et l'adoption d'un cadre d'investissements strict permettront d'obtenir une augmentation maîtrisée de la dette.

Les besoins d'investissements d'une ville en telle croissance nécessitent une amélioration de la marge d'autofinancement. Pour ce faire, le Conseil communal analysera durant l'année 2014 les mesures qu'il peut proposer, que ce soit par des diminutions des charges ou par l'augmentation des recettes.

D'autre part, notre commune doit être extrêmement attentive aux décisions cantonales pouvant la concerner. Les mesures d'économies décidées par l'Etat ont un effet négatif, notamment pour l'année 2014.

Vous le constatez, l'évolution des finances d'une commune est dépendante d'éléments extérieurs sur lesquels l'Exécutif n'a pas d'emprise directe.

Les données évoluent et c'est pourquoi le plan est revu chaque année.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Secrétaire général	Le Syndic
J.-M. Morand	Y. Menoud